

# TABLEAU DE BORD DE L'ÉCONOMIE LUXEMBOURGEOISE



N°1, SEPTEMBRE 2014

## Luxembourg

- Selon les dernières prévisions du STATEC, l'inflation s'élèverait à 0,9% en 2014; ce faible taux en perspective historique est le reflet de la situation de « basse-flation » que connaît l'ensemble de la zone euro. En conséquence, il n'y aurait pas de paiement de tranche indiciaire en 2014, une première depuis 2007. En 2015, l'inflation pourrait accélérer à 2,2%, poussée à la hausse notamment par la hausse de deux points de TVA effective à partir du 1<sup>er</sup> janvier au Luxembourg.
- Il est venu le temps de la « maquereau » économie. L'économie illégale (prostitution et trafic de drogues) fera ainsi son entrée dans les comptes nationaux lors de la révision méthodologique liée à l'entrée en vigueur du système européen de comptabilité (SEC) 2010 en septembre 2014. Ce choix méthodologique, qui permettrait une comparaison plus judicieuse des niveaux de PIB entre les différents pays européens, ne devrait générer nul sursaut de croissance au Luxembourg ; l'économie illégale n'y représente (officiellement) que 0,3% du PIB.
- Le chômage continue d'évoluer au Luxembourg au dessus des 7% (7,2% au mois de juin) ; et ce malgré un dynamisme retrouvé du marché du travail en termes de créations d'emploi (+2,3% attendu en 2014). L'Hystérèse du chômage traduit un phénomène bien documenté au Luxembourg, et qui hélas perdure, à savoir l'inadéquation entre l'offre et la demande de travail sur le territoire national, ce qui induit une hausse progressive du taux de chômage structurel.

## Zone euro

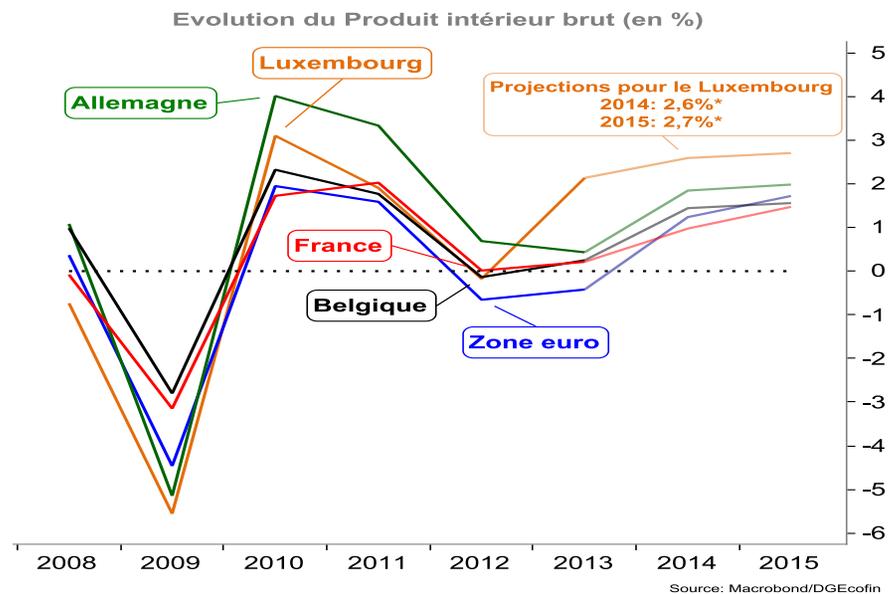
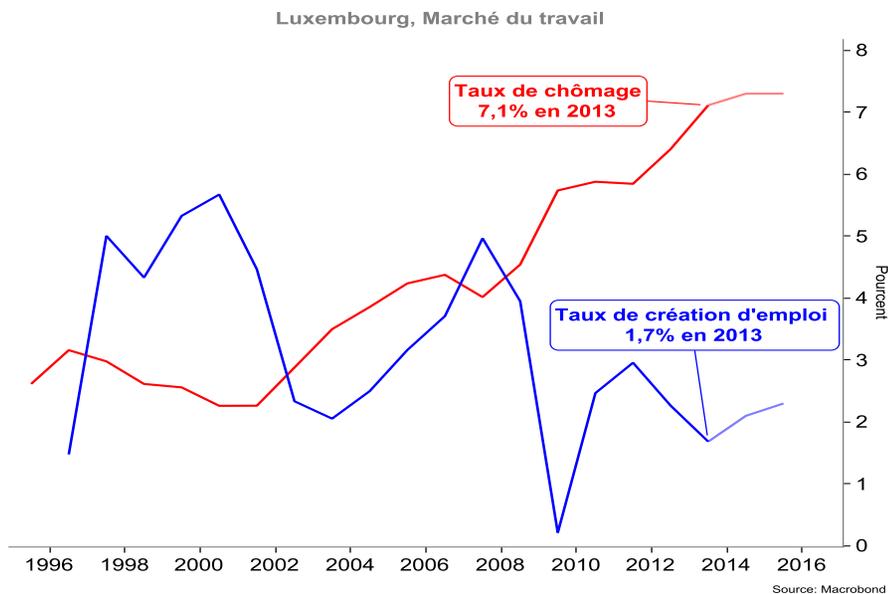
- Toujours pas sortie de la crise économique, la zone euro affiche d'encourageants résultats sur le front budgétaire (dette publique sur une trajectoire descendante et déficit en dessous des 3% du PIB au premier trimestre), mais inquiète par la timidité de l'activité (stabilité du PIB au deuxième trimestre).
- La menace déflationniste est toujours persistante, le taux d'investissement des entreprises demeure faible et en recul au premier trimestre 2014 à 19,3%, les récentes difficultés de la banque portugaise Espirito Santo ont rappelé que l'épreuve de vérité que constitue la revue de la qualité des actifs bancaires par la BCE risque d'apporter son lot de mauvaises surprises.
- Deux grands pays de la zone euro (la France et l'Italie) inquiètent de ne pas pouvoir renouer avec une croissance vigoureuse (PIB en recul de 0,2% du deuxième trimestre), tandis que l'Espagne et le Portugal semblent être en renaissance (progression du PIB de 0,6% du deuxième trimestre).

## Reste du monde

- A l'image des pays de la zone euro, les autres ensembles économiques peinent à retrouver une croissance vigoureuse, demeurent marqués par les stigmates de la crise, et connaissent une reprise inégale.
- Après un mauvais premier semestre, l'activité a rebondi aux Etats-Unis au deuxième trimestre (+1%), et le chômage continue de baisser (6,4% au mois de juin)
- Au Japon, les Abenomics ont perdu de leur superbe et la hausse de TVA (+3 pb au 1<sup>er</sup> avril) a largement pesé sur l'économie ; au deuxième trimestre le PIB japonais a ainsi chuté de 1,7%.
- Dans les pays émergents, les risques baissiers (notamment géopolitiques) continuent de préoccuper et d'affaiblir la demande. Il n'est d'ailleurs pas exclu que ces risques, se diffusent et mettent à mal la timide reprise des pays développés, via le canal du commerce extérieur.

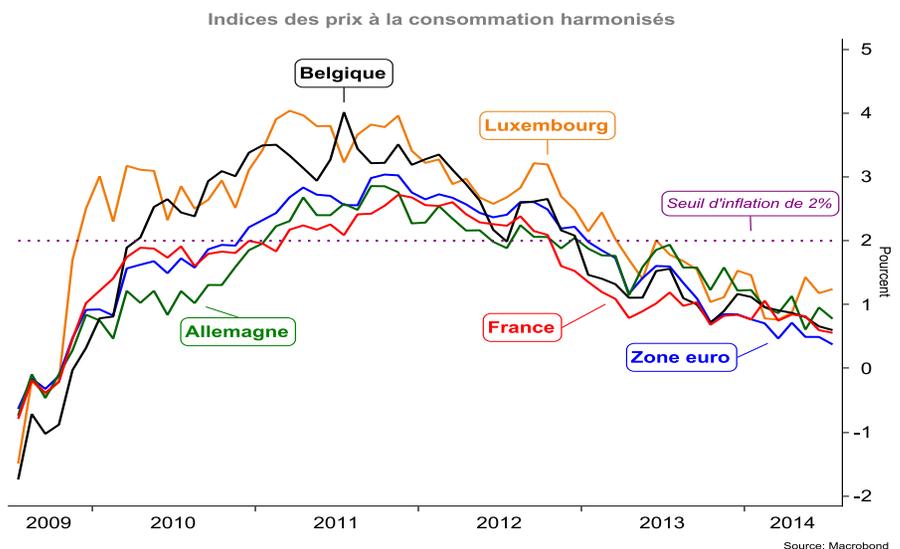
## ENVIRONNEMENT ECONOMIQUE –

Des indicateurs clés comme le PIB ou encore le taux de chômage permettent d'établir un premier diagnostic de l'état de santé de l'économie :



<b>Indicateurs macroéconomiques</b>	<b>1985-2012</b>	<b>2012</b>	<b>2013</b>	<b>2014 (p)</b>	<b>2015 (p)</b>
PIB (mia EUR)	-	42,9	45,5	47,9	50,4
PIB, croissance en %	4,2%	-0,2%	2,1%	2,9%	3,3%
Inflation, taux en % (IPCN)	2,2%	2,7%	1,7%	1,0%	2,7%
Emploi, évolution en %	3,1%	2,5%	1,7%	2,1%	2,3%
Chômage, taux en %	3,1%	6,1%	6,9%	7,3%	7,3%
Coût salarial nominal moyen	3,6%	2,0%	3,0%	1,7%	3,1%
Excédent / déficit de l'Administration publique en % du PIB	1,9%	0,0%	0,1%	0,2%	-0,7%
dont: Administration centrale	-	-2,4%	-1,6%	-1,2%	-2,0%
Dette publique	9,8%	21,7%	23,1%	23,3%	24,0%

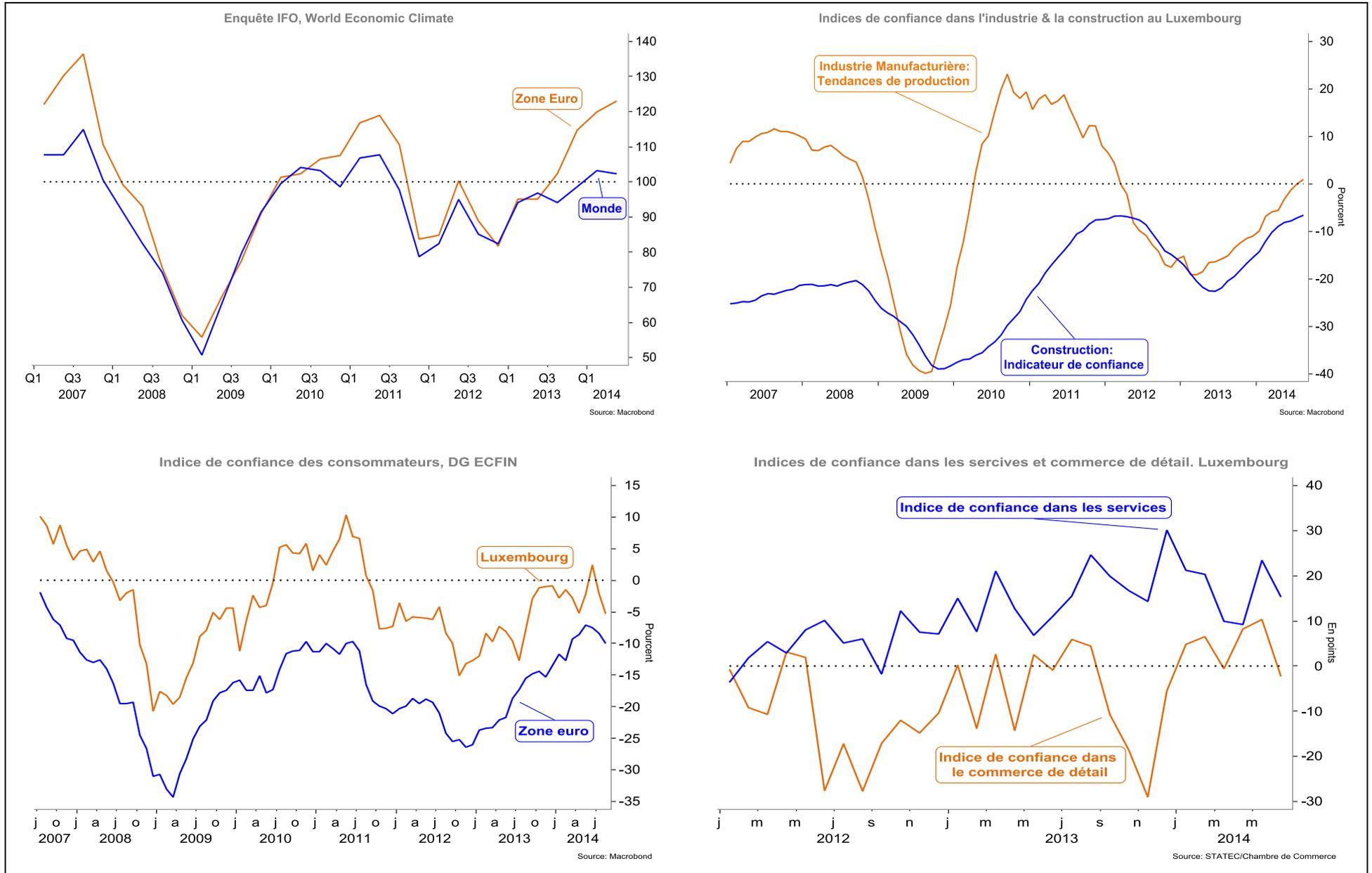
Source: STATEC



\*Les projections sont établies par DG ECFIN et peuvent dévier de celles avancées par le STATEC.

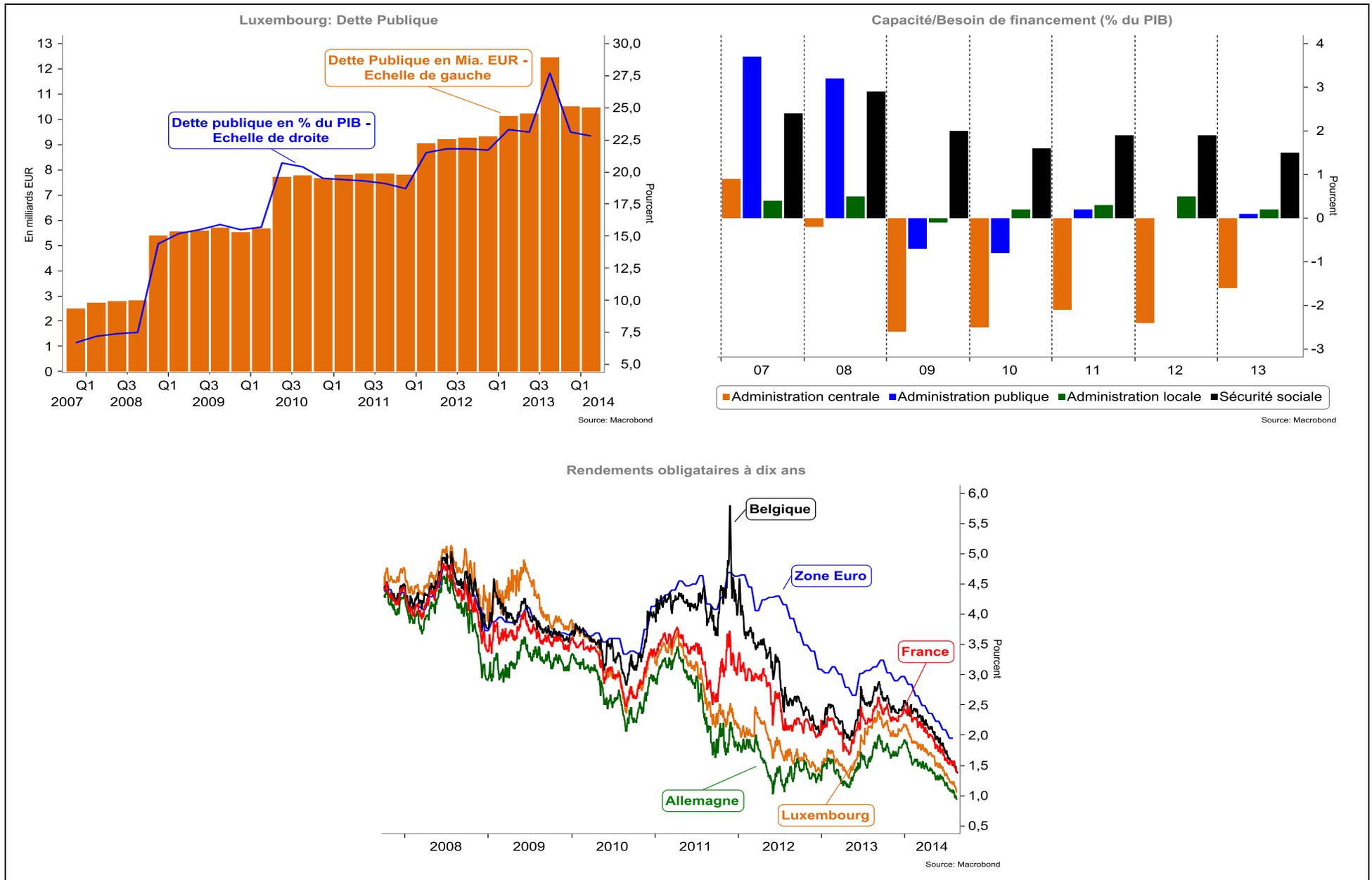
## INDICES DE CONFIANCE –

Les indices de confiance se basent sur des enquêtes menées auprès des ménages et des entreprises à intervalles réguliers permettant ainsi d'émettre des prévisions à court terme sur l'état de l'économie:



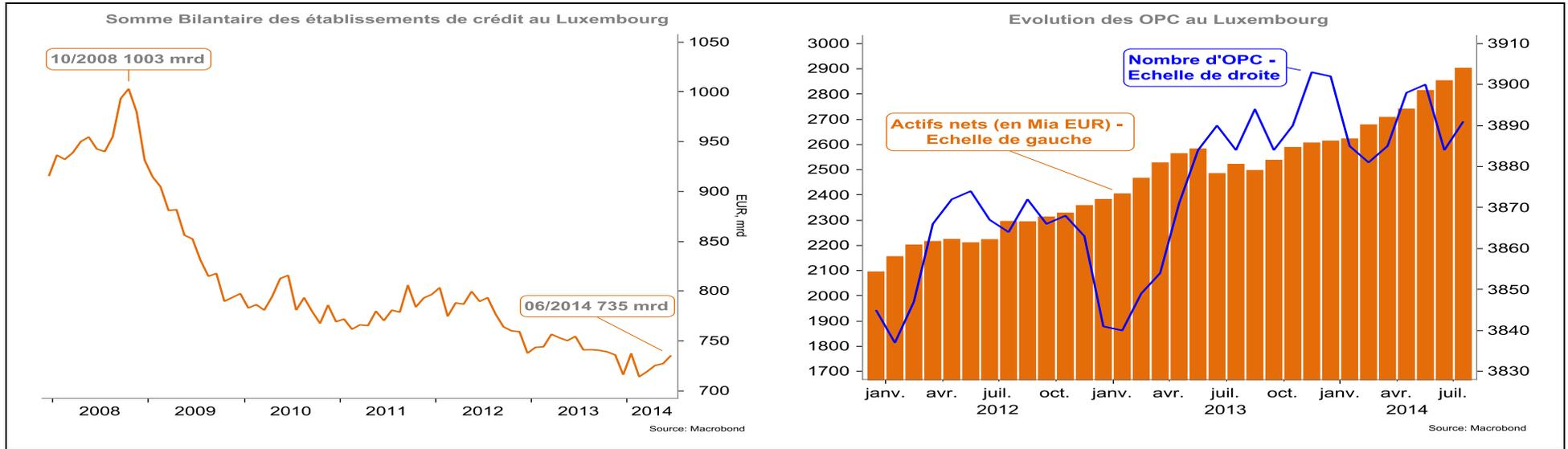
## FINANCES PUBLIQUES –

Connaissant une dégradation importante singulièrement lors des années de crise, il importe de suivre de près l'évolution des finances publiques dans une perspective de développement durable du modèle socio-économique luxembourgeois :



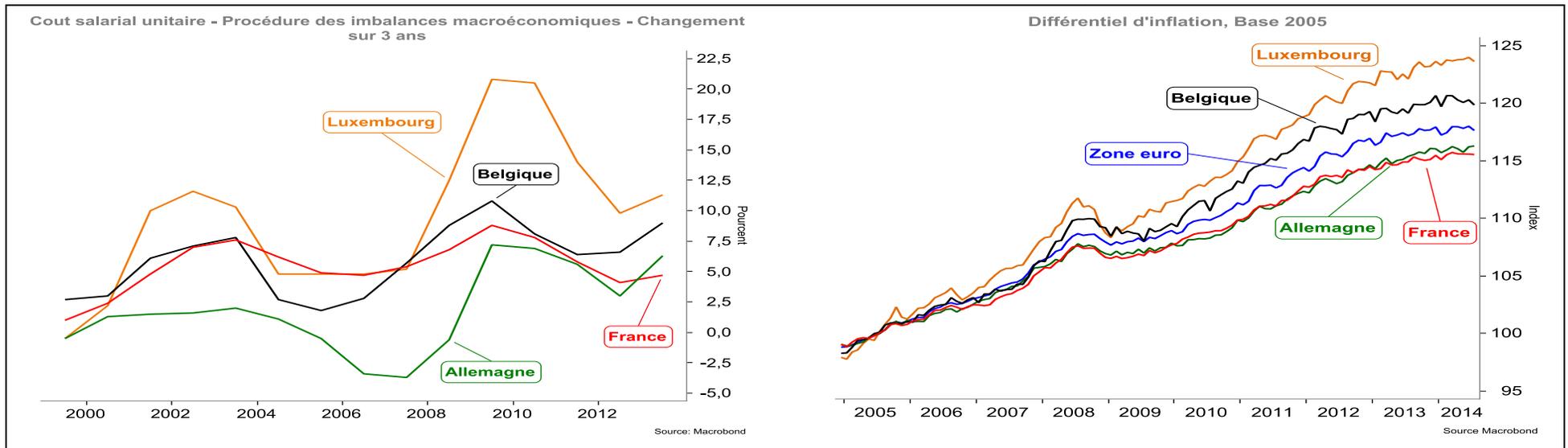
## PLACE FINANCIERE –

Etant le pilier phare de l'économie luxembourgeoise et un important prestataire de services aux ménages et aux entreprises, son évolution peut avoir des répercussions non-négligeables sur le reste de l'économie:



## COMPÉTITIVITÉ-COÛT –

L'évolution des coûts auxquels les entreprises doivent faire face détermine directement leur degré de compétitivité ainsi que le niveau et l'intensité des activités économiques:



## **A propos de la Fondation IDEA a.s.b.l.**

IDEA est un laboratoire d'idées autonome, pluridisciplinaire et ouvert, créé à l'initiative de la Chambre de Commerce, et qui a pour mission de mener des réflexions en faveur du développement durable du Luxembourg et de l'intérêt économique général du pays. IDEA souhaite contribuer à l'amélioration de la qualité du débat socio-économique, d'une part, en l'alimentant par des analyses économiques rigoureusement recherchées et documentées et, d'autre part, en proposant des pistes novatrices pour relever les grands défis d'avenir.

IDEA invite le public à discuter contradictoirement les analyses, idées et propositions qu'elle publie et organisera à cet effet régulièrement des conférences-débats, des tables rondes et des ateliers thématiques sur des sujets divers revêtant une importance capitale pour l'avenir socio-économique du Grand-duché de Luxembourg. Les publications, idées et vidéos d'IDEA profiteront d'une large diffusion via les médias sociaux.

### **Gouvernance**

IDEA est administré par un Conseil d'administration (CA) disposant de pouvoirs étendus pour gérer l'association. Il en définit les orientations et les priorités générales en concertation avec le Conseil scientifique (CS). Le CA pourra déléguer, sous sa responsabilité, la gestion journalière à un directeur chargé des affaires courantes.

Le Conseil scientifique (CS), actuellement en cours de constitution, est nommé par le CA pour un terme renouvelable de 3 ans. Il a pour vocation de conseiller et d'accompagner IDEA quant à la pertinence et l'opportunité des projets et activités menés. Il a un droit de regard sur les études, les prises de position et les pistes de réflexion élaborées et approuve les principales contributions mises au point. Il veille à ce que les activités menées s'inscrivent dans les missions stratégique et opérationnelle définies par les statuts. Le CS se prononce également sur la qualité scientifique et méthodologique des travaux. En outre, il intervient dans les travaux de l'association de son initiative propre ou sur demande du CA.

L'Equipe opérationnelle (EO) prépare les travaux et les contributions à élaborer par IDEA. Il incombe à l'EO de transformer les lignes directrices du CA en priorités de travail de l'association et de suivre constamment les avis et recommandations du CS dans le cadre de l'élaboration de ses contributions. Les travaux administratifs et de fonctionnement sont également du ressort de l'EO.

Pour plus d'informations :

[www.fondation-idea.lu](http://www.fondation-idea.lu)

[www.twitter.com/FondationIDEA](https://www.twitter.com/FondationIDEA)

### **Contacts de l'Equipe opérationnelle :**

Marc Wagener, tél: 42 39 39 376, [marc.wagener@fondation-idea.lu](mailto:marc.wagener@fondation-idea.lu)

Michel-Edouard Ruben, tél. 42 39 39 441, [michel-edouard.ruben@fondation-idea.lu](mailto:michel-edouard.ruben@fondation-idea.lu)

Jérôme Merker, tél. 42 39 39 354, [jerome.merker@fondation-idea.lu](mailto:jerome.merker@fondation-idea.lu)

Lynn Schetgen, tél: 42 39 39 486, [lynn.schetgen@fondation-idea.lu](mailto:lynn.schetgen@fondation-idea.lu)